

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif au subventionnement d'un centre de création scénique, à Villars-sur-Glâne, et de la salle de spectacle de la Glâne, à Romont**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif au subventionnement d'un centre de création scénique, à Villars-sur-Glâne, et de la salle de spectacle de la Glâne, à Romont.

1. Rappel des dispositions légales et réglementaires
2. Plan de couverture des besoins cantonaux
3. Critères à remplir pour l'octroi d'une subvention cantonale
4. Aménagement et construction d'un centre de création scénique à Villars-sur-Glâne
5. Construction de la salle de spectacle de la Glâne à Romont
6. Financement
7. Conclusion

1. RAPPEL DES DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

La loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles (LAC) détermine les responsabilités de l'Etat et des communes en matière culturelle. Il appartient aux communes de veiller et de contribuer à la promotion des activités culturelles, principalement dans le domaine de l'animation. Lors de projets d'importance régionale, les communes doivent coopérer entre elles (art. 3). De son côté l'Etat intervient principalement en matière d'aide à la création (art. 4). Pour le reste il intervient à titre subsidiaire en coopérant avec les autres collectivités publiques et les particuliers (art. 6 al. 3). En ce qui concerne le soutien des infrastructures culturelles, l'article 6 al. 2 LAC précise que l'Etat «peut en outre attribuer des subventions pour la construction ou l'acquisition de bâtiments à vocation interrégionale, affectés à des manifestations culturelles. Cette possibilité est toutefois limitée au 31 décembre 2003, sauf pour les projets qui ont fait l'objet avant cette date d'une demande, accompagnée d'un dossier complet».

Les articles 39 à 43 du règlement du 14 août 1992 d'exécution de la loi sur les affaires culturelles (RELAC) précisent à quelles conditions et selon quelle procédure l'Etat peut subventionner la construction ou l'acquisition d'infrastructures culturelles, et qui peuvent se résumer comme suit :

- la transformation d'un bâtiment existant affecté, à l'avenir, à des manifestations culturelles peut faire l'objet d'une subvention (art. 39 al. 2);
- la subvention est allouée au maître de l'ouvrage qui doit être une personne morale de droit public ou de droit privé (art. 39 al. 4);
- le bâtiment doit être essentiellement affecté à des buts culturels et le maître de l'ouvrage doit être soutenu par une ou plusieurs communes et doit garantir qu'il est en mesure de supporter la part des frais de construction qui lui incombent et les charges d'exploitation (art. 39 al. 5);
- le montant de la subvention correspond à 25 % des dépenses subventionnables, mais ne peut dépasser 5 millions de francs par objet (art. 40);

- l'octroi de la subvention fait l'objet d'un décret d'ouverture de crédit d'engagement. Celle-ci est versée sur présentation du décompte final. Au besoin, des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et dans les limites des possibilités budgétaires de l'Etat (art. 43).

2. PLAN DE COUVERTURE DES BESOINS CANTONAUX

Dans sa réponse du 8 janvier 2001 au postulat Jean-Jacques Collaud / Dominique de Buman concernant les subventions accordées pour des bâtiments affectés à des manifestations culturelles, le Conseil d'Etat considère qu'il appartient au Préfet de définir, en étroite collaboration avec les communes de son district, les besoins en matière d'infrastructures culturelles. Dans sa réponse, le Conseil d'Etat mentionne les infrastructures qu'il considère comme nécessaires pour assurer la couverture des besoins en la matière dans les différentes régions du canton. Outre le «Théâtre Podium» à Düdingen et l'Univers@lle à Châtel-St-Denis (déjà réalisés), le plan de couverture des besoins cantonaux comprend également deux projets complémentaires pour l'agglomération du Grand Fribourg, à savoir un centre de création scénique à Villars-sur-Glâne et une salle de concert / théâtre à Fribourg. Cette solution a d'ailleurs été retenue par les communes ayant adhéré à la convention intercommunale relative à la réalisation d'infrastructures culturelles dans l'agglomération fribourgeoise. D'autre part, le Conseil d'Etat a retenu dans son plan de couverture des besoins les salles de spectacle régionales (intégrées à l'extension d'un cycle d'orientation) de La Tour-de-Trême, pour laquelle le Grand Conseil a octroyé une subvention par voie de décret le 8 mai 2003, ainsi que celle de Romont qui fait l'objet du présent projet de message et de décret.

3. CRITÈRES A REMPLIR POUR L'OCTROI D'UNE SUBVENTION CANTONALE

L'octroi d'une subvention cantonale pour la construction ou l'acquisition de bâtiments affectés à des manifestations culturelles est subordonné aux principes, aux conditions et à la procédure fixés aux articles 39 à 43 RELAC. Dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, le Conseil d'Etat applique les critères suivants:

- la contribution de la (des) collectivité(s) locale(s) directement concernée(s) (ou siège) aux frais d'investissement doit être au moins égale à la subvention de l'Etat (don de la Loterie romande non compris);
- lorsque l'infrastructure est essentiellement un théâtre d'accueil, elle doit compter au minimum 400 sièges disposés en gradin, une scène dimensionnée et équipée pour recevoir un orchestre de chambre ou une troupe professionnelle de théâtre;
- les projets d'équipement de la salle, de la scène et des coulisses, du foyer, des loges et des locaux annexes doivent être préalablement soumis, pour préavis, à un expert désigné par le Service de la culture;
- un représentant de l'Etat est associé aux travaux du jury (en cas de concours) ou de la commission de bâtisse;
- le requérant s'engage à mettre en place des structures d'organisation et de programmation permettant une utilisation de l'infrastructure à des fins culturelles allant au-delà des besoins strictement locaux (par

exemple, budget de fonctionnement pour des accueils de spectacles d'intérêt supralocal, direction artistique ou commission de programmation, troupe en résidence, etc.).

4. AMÉNAGEMENT ET CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE CRÉATION SCÉNIQUE À VILLARS-SUR-GLÂNE

4.1 Présentation du projet

En préambule, il y a lieu de rappeler que les communes de Fribourg, Villars-sur-Glâne, Givisiez, Granges-Paccot et Corminbœuf ont adhéré, en septembre 2000, à une convention intercommunale au sens de l'article 108 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes. Par cette convention, elles s'engagent à réaliser deux infrastructures pour l'agglomération fribourgeoise, à savoir :

- Un espace pour la culture contemporaine «permettant la création, la production et la représentation de spectacles/manifestations contemporains (...);»
- «Une salle de concert/théâtre d'environ 800 places et répondant à des exigences de qualité en matière d'acoustique et d'infrastructures scéniques».

En octobre 2001, le Comité de pilotage de l'entente intercommunale lançait un concours d'architecture qui s'est achevé le 11 septembre 2002 par la désignation du lauréat. Entre-temps, les communes concernées ont déposé leur candidature en vue de l'acquisition du théâtre réalisé par la Fondation Mummenschanz sur l'artepilage de Bienne à l'occasion d'Expo.02. Le 10 décembre 2002, la Fondation Mummenschanz informait l'entente intercommunale de sa décision de retenir la candidature fribourgeoise. Entre le 14 décembre 2002 et le 9 janvier 2003, le Conseil communal de Villars-sur-Glâne a pu négocier et signer une convention avec la Fondation Mummenschanz, portant notamment sur la reconstruction complète du théâtre de l'artepilage de Bienne à Cormanon-Est. D'autre part, le bureau d'architecture lauréat du concours s'est déclaré d'accord d'adapter son projet et d'y intégrer la salle des Mummenschanz.

Dans sa séance du 6 février 2003, le Conseil général de la commune de Villars-sur-Glâne a approuvé l'engagement du crédit d'investissement pour la réalisation d'un centre de création scénique dénommé «Espace Nuithonie», dans le quartier de Cormanon-Est.

Dans son message au Conseil général, le Conseil communal de Villars-sur-Glâne mentionne également selon quelles clés seront répartis les frais d'investissement et d'exploitation du centre de création scénique (ci-après: Espace Nuithonie) et ce après déduction des subsides et participation de tiers.

L'Espace Nuithonie comprendra la salle de 470 places, dite salle des Mummenschanz (déjà construite), avec possibilité de réduire la jauge à 150 places, une deuxième salle d'environ 120 places, un plateau de répétitions, une galerie pour des expositions, un foyer avec bar, cuisine, WC et billetterie, des locaux administratifs et techniques, des loges et un atelier de finition des décors.

4.2 Recevabilité de la demande de subvention

Le Conseil d'Etat a exprimé sa position concernant le subventionnement des infrastructures culturelles prévues dans l'agglomération fribourgeoise, d'une part dans le

rapport sur le postulat Jean-Bernard Repond relatif à la réalisation d'un théâtre à vocation cantonale (2 juillet 1996), d'autre part dans le rapport sur le postulat Jean-Jacques Collaud / Dominique de Buman concernant les subventions accordées pour des bâtiments affectés à des manifestations culturelles (8 janvier 2001). En substance, le Conseil d'Etat y saluait la volonté de plusieurs communes de l'agglomération de doter le Grand Fribourg d'infrastructures culturelles adéquates. Il se déclarait prêt à ce que l'Etat et la commission cantonale de la Loterie romande soutiennent deux infrastructures culturelles pour l'agglomération fribourgeoise (à savoir une salle destinée à accueillir des orchestres symphoniques et des opéras, ainsi qu'un centre destiné à la création contemporaine), et ce à la condition qu'elles soient complémentaires.

Une demande de subvention a été adressée au Conseil d'Etat en date du 20 juin 2003 par la Commune de Villars-sur-Glâne, agissant au nom de l'entente intercommunale. Après un examen attentif du dossier de requête, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport a constaté que le requérant remplissait toutes les conditions prévues aux articles 39 à 43 RELAC (cf. point 1 du présent message).

De plus, les critères arrêtés par le Conseil d'Etat sont tous respectés, à savoir:

- la contribution des communes ayant adhéré à la convention est supérieure à la subvention de l'Etat (don de la Loterie romande non compris);
- les projets d'équipement du complexe ont été préalablement soumis, pour préavis, au Service de la culture;
- un représentant de l'Etat a été associé aux travaux du jury;
- le requérant s'est engagé à mettre en place des structures d'organisation et de programmation permettant une utilisation allant au-delà des besoins strictement locaux. Ainsi, le budget de fonctionnement présumé devrait être de l'ordre de 1 300 000 francs;
- les bâtiments concernés par la demande de subvention sont exclusivement affectés à des buts culturels et le maître de l'ouvrage bénéficie du soutien financier de plusieurs communes de l'agglomération fribourgeoise;
- le requérant est en mesure de supporter la part des frais de construction et d'aménagement qui lui incombent, ainsi que les charges d'exploitation.

4.3 Calcul de la subvention prévue

Conformément à l'article 40 RELAC, le montant de la subvention doit correspondre à 25 % des dépenses subventionnables. Au vu de ce qui précède, le montant présumé de la subvention pour l'aménagement et la construction d'un centre de création scénique à Villars-sur-Glâne est déterminé comme suit :

	Fr.	Fr.
Coûts de l'aménagement et de la construction des immeubles		12 597 500
Montants à déduire (non subventionnables):		
• Aménagements extérieurs	627 482	
• Autorisations, taxes, autres frais secondaires	273 900	
• Intérêts sur crédit de construction	<u>180 000</u>	<u>1 081 382</u>
Montant subventionnable au titre de la LAC		11 516 118
Subvention de 25 % LAC		2 879 030
Réduction linéaire de 10 %		<u>287 903</u>
Subvention provisoire		2 591 127
	arrondi à	2 590 000

Dans son rapport du 8 janvier 2001 au Grand Conseil concernant les subventions accordées pour des bâtiments affectés à des manifestations culturelles, le Conseil d'Etat décidait que les subventions versées à cet effet seraient réparties par moitiés entre l'Etat et le Fonds cantonal de la Loterie romande. En effet, la disposition légale relative à cette subvention n'a qu'un caractère potestatif et ne constitue donc pas une obligation légale. En conséquence, la part de la subvention à la charge de l'Etat est de 1 295 000 francs correspondant à la moitié de la subvention totale présumée.

Enfin, il y a lieu de rappeler que, selon l'article 41 al. 1 let. c RELAC, tout subventionnement de l'Etat pour des dépenses d'entretien et de fonctionnement de l'infrastructure culturelle est exclu.

5. CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE SPECTACLE DE LA GLÂNE À ROMONT

L'Association du cycle d'orientation de la Glâne a déposé, le 4 septembre 2000, auprès de la DICS, une demande de subvention en relation avec la construction d'une infrastructure culturelle d'importance régionale. Il ressort du dossier déposé par l'association que celle-ci prend intégralement à sa charge les coûts supplémentaires consécutifs à l'aménagement d'une salle de spectacle d'importance régionale au lieu d'une aula pour le cycle d'orientation seulement.

5.1 Recevabilité de la demande de subvention

Après un examen attentif du dossier de requête, la DICS a constaté que la requérante remplissait toutes les conditions prévues aux articles 39 à 43 RELAC (cf. point 1 du présent message).

De plus les critères susmentionnés arrêtés par le Conseil d'Etat sont tous respectés, à savoir:

- l'investissement supplémentaire net à la charge de l'association consécutif à la construction d'une salle de spectacle est supérieur à la subvention présumée de l'Etat (don de la Loterie romande non compris);
- la salle de spectacle de la Glâne comptera 470 sièges fixes disposés en gradins, ainsi qu'une scène dimensionnée pour accueillir un orchestre de chambre ou une troupe professionnelle de théâtre;
- les projets d'équipement ont été agréés par un expert désigné par le Service de la culture;
- le chef de service adjoint du Service des ressources a été associé aux travaux du jury et il est membre de la commission de bâtisse;
- le requérant s'engage à mettre sur pied une commission en vue d'établir un programme culturel de saison, lequel comprendra chaque année l'accueil de plusieurs spectacles ou concerts pouvant être considérés d'intérêt supralocal.
- le bâtiment concerné par la demande de subvention est essentiellement affecté à des buts culturels et le maître de l'ouvrage bénéficie du soutien financier des communes membres de l'Association;
- le requérant est en mesure de supporter la part des frais de construction et d'aménagement qui lui incombent, ainsi que les charges d'exploitation.

5.2 Calcul de la subvention prévue

Conformément à l'article 40 RELAC, le montant de la subvention doit correspondre à 25 % des dépenses subventionnables. Ne sont pas subventionnables les éléments du bâtiment et le mobilier qui ne sont pas exclusivement affectés à des fins culturelles, l'achat du terrain, les places de parc, les aménagements extérieurs, les taxes et émoluments et les intérêts intercalaires.

Compte tenu du fait que la salle de spectacle de la Glâne fonctionne également comme aula pour le cycle d'orientation du district, il y a lieu de déduire le montant subventionnable au titre de la législation relative au subventionnement des constructions scolaires.

Au vu de ce qui précède, le montant présumé de la subvention pour la salle de spectacle de la Glâne à Romont est déterminé comme suit:

	Fr.	Fr.
Coût de construction de la salle de spectacle selon devis		8 182 000
Montants à déduire :		
• réserves	65 100	
• autorisations et taxes	100 000	
• aménagements extérieurs	157 000	
• financement	440 000	
• petit matériel	<u>120 000</u>	<u>882 100</u>
		7 299 900
Montant subventionnable au titre de la législation sur les constructions scolaires		3 040 000
correction indice zurichois du coût de la construction (indice avril 2003 : 174.6)		<u>186 650</u>
Montant subventionnable au titre de la LAC		4 073 250
Subvention de 25 % LAC		1 018 313
Réduction linéaire de 10 %		101 831
Subvention provisoire		<u>916 482</u>
	arrondi à	916 000

Dans son rapport du 8 janvier 2001 au Grand Conseil concernant les subventions accordées pour des bâtiments affectés à des manifestations culturelles, le Conseil d'Etat décidait que les subventions versées à cet effet seraient réparties par moitiés entre l'Etat et le Fonds cantonal de la Loterie romande. En effet, la disposition légale relative à cette subvention n'a qu'un caractère potestatif et ne constitue donc pas une obligation légale. Par ailleurs, la commission cantonale de la Loterie romande a provisionné, ces dernières années, des montants à cet effet. En conséquence, la part de la subvention à la charge de l'Etat est de 458 000 francs, correspondant à la moitié de la subvention totale présumée.

Enfin, il y a lieu de rappeler que, selon l'article 41 al. 1 let. c RELAC, tout subventionnement de l'Etat pour des dépenses d'entretien et de fonctionnement des infrastructures culturelles est exclu.

6. FINANCEMENT

Le montant présumé à la charge de l'Etat comprenant les subventions suivantes:

	Fr.
• Pour le centre de création scénique de Villars-sur-Glâne	1 295 000
• Pour la salle de spectacle de la Glâne à Romont :	<u>458 000</u>
à savoir	1 753 000

est financé par le budget ordinaire de l'Etat (3265/562.002 Subventions cantonales pour la construction de bâtiments affectés à la culture) et leur versement interviendra selon les disponibilités financières du canton, ainsi qu'en fonction de l'avancement des travaux. Un montant global de 1 500 000 francs a été inscrit au budget 2004. Il y a lieu de rappeler que 4,35 millions ont été prévus au plan financier en vue de subventionner les projets de construction de bâtiments affectés à la culture. Des acomptes pourront être versés à la demande des bénéficiaires, le solde étant versé sur présentation des décomptes finaux.

7. CONCLUSION

Etant donné que les demandes de subvention au sens des articles 6 al. 2 LAC et 39 à 43 RELAC, d'une part de la commune de Villars-sur-Glâne en relation avec l'aménagement et la construction d'un centre de création scénique, d'autre part de l'association du cycle d'orientation de la Glâne pour la construction d'une salle de spectacle à Romont remplissent les conditions réglementaires et les critères y relatifs, le Conseil d'Etat invite dès lors le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret.

—————

BOTSCHAFT Nr. 102 *21. Oktober 2003*
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über einen Beitrag an die
Werkstatt für Bühnenkunst in Villars-sur-Glâne
und den Aufführungssaal der Glane in Romont

Hiermit legen wir Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Beitrag an die Werkstatt für Bühnenkunst in Villars-sur-Glâne und den Aufführungssaal der Glane in Romont vor.

1. Gesetzliche und reglementarische Bestimmungen
2. Plan zur Deckung der kantonalen Bedürfnisse
3. Kriterien der Gewährung eines Kantonsbeitrags
4. Einrichtung und Bau einer Werkstatt für Bühnenschaffenden in Villars-sur-Glâne
5. Bau eines Aufführungssaals der Glane in Romont
6. Finanzierung
7. Schlussbemerkung

1. GESETZLICHE UND REGLEMENTARISCHE BESTIMMUNGEN

Das Gesetz vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten (KAG) legt die Verantwortlichkeiten des Staates und der Gemeinden im Kulturbereich fest. Sache der Gemeinden ist die Kulturförderung, insbesondere im Bereich der kulturellen Veranstaltungen. Bei regionalen Projekten müssen die Gemeinden zusammenarbeiten (Art. 3). Der Staat seinerseits betätigt sich hauptsächlich in der Unterstützung des Kulturschaffens (Art. 4). Im Übrigen wirkt er subsidiär in Zusammenarbeit mit den anderen Gemeinwesen und mit Privatpersonen (Art. 6 Abs. 3). Die Unterstützung von kulturellen Infrastrukturen durch den Staat ist in Artikel 6 Abs. 2 KAG geregelt: «Er kann ferner Subventionen gewähren an den Bau und den Erwerb von Gebäuden mit überregionaler Bedeutung, die für kulturelle Veranstaltungen bestimmt sind. Diese Möglichkeit ist allerdings auf die Zeit bis zum 31. Dezember 2003 begrenzt, ausser für Projekte, für die

vor diesem Datum ein Gesuch mit einem vollständigen Dossier eingereicht wurde».

Die Artikel 39 bis 43 des Ausführungsreglements vom 14. August 1992 zum Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten (ARKAG) legen die Bedingungen und das Verfahren der Beitragsleistung an den Bau oder den Erwerb von kulturellen Infrastrukturen fest, die wie folgt zusammengefasst werden können:

- Es kann ein Beitrag an den Umbau eines bestehenden Gebäudes geleistet werden, das in der Folge für kulturelle Zwecke genutzt wird (Art. 39 Abs. 2).
- Der Beitrag wird dem Bauherrn geleistet; er muss eine juristische Person des öffentlichen oder des Privatrechts sein (Art. 39 Abs. 4).
- Das Gebäude muss hauptsächlich für kulturelle Zwecke genutzt werden, und der Bauherr muss finanziell von einer oder mehreren Gemeinden unterstützt werden und garantieren, dass er in der Lage ist, für die eigenen Baukosten sowie für die Betriebskosten aufzukommen (Art. 39 Abs. 5).
- Die Höhe des Beitrags entspricht 25 % des anrechenbaren Betrags. Er kann je Objekt höchstens 5 Millionen Franken betragen (Art. 40).
- Die Gewährung des Beitrags ist Gegenstand eines Dekrets über die Eröffnung eines Verpflichtungskredits. Der Beitrag wird aufgrund der Schlussrechnung ausgezahlt. Bei Bedarf und im Rahmen der Möglichkeiten des Staates können während der Arbeiten Vorauszahlungen geleistet werden (Art. 43).

2. PLAN ZUR DECKUNG DER KANTONALEN BEDÜRFNISSE

In seiner Antwort vom 8. Januar 2001 zum Postulat Jean-Jacques Collaud / Dominique de Buman betreffend Beiträge an Gebäude, die kulturellen Zwecken dienen, meint der Staatsrat, es sei Sache des Oberamtmanns, die Bedürfnisse im Bereich der kulturellen Infrastrukturen in enger Zusammenarbeit mit den Gemeinden seines Bezirks festzulegen. In seiner Antwort erwähnt der Staatsrat die Infrastrukturen, die ihm für die Deckung der Bedürfnisse der verschiedenen Regionen des Kantons nötig erscheinen. Neben dem «Podiumtheater» in Düdingen und Univers@lle in Châtel-St-Denis (die bereits realisiert sind) umfasst der Plan zur Deckung der kantonalen Bedürfnisse auch Projekte der Agglomeration Grossfreiburg (Werkstatt für Bühnenschaffenden in Villars-sur-Glâne und Konzert-/Theatersaal in Freiburg). Im Übrigen haben sich die Gemeinden, die der interkommunalen Vereinbarung über die Realisierung von kulturellen Infrastrukturen in der Freiburger Agglomeration beigetreten sind, für diese Lösung entschieden. Zudem hat der Staatsrat in seinem Plan zur Deckung der kantonalen Bedürfnisse den regionalen Aufführungssaal in La Tour-de-Trême (integriert in die Erweiterung einer Orientierungsschule) gutgeheissen, dem der Grosse Rat per Dekret vom 8. Mai 2003 einen Beitrag zugesprochen hat, sowie den Aufführungssaal von Romont, der Gegenstand dieses Botschafts- und Dekretsentwurfs ist.

3. KRITERIEN DER GEWÄHRUNG EINES KANTONSBEITRAGS

Die Gewährung eines Kantonsbeitrags an den Bau und Erwerb von Gebäuden, die für kulturelle Veranstaltungen

verwendet werden, unterliegt den Grundsätzen, Bedingungen und dem Verfahren, die unter Artikel 39 bis 43 ARKAG festgelegt sind. In Ausübung seiner Ermessensgewalt wendet der Staatsrat die folgenden Kriterien an:

- Der Beitrag der direkt betroffenen örtlichen Körperschaft/en (oder Sitzgemeinde) an die Investitionskosten muss mindestens gleich hoch sein wie der Kantonsbeitrag (ohne den Beitrag der Loterie romande).
- Wird eine Infrastruktur hauptsächlich als Aufführungsort verwendet, muss sie mindestens über 400 gestuft angeordnete Sitzplätze und eine Bühne verfügen, die von der Grösse und der Ausrüstung her ein Kammerorchester oder eine professionelle Theatergruppe aufnehmen kann.
- Die Ausrüstungsprojekte für den Saal, die Bühne und die Kulissen, das Foyer, die Logen und die Nebenräume müssen vorgängig einer vom Amt für Kultur bezeichneten Fachperson zur Begutachtung unterbreitet werden.
- Ein Vertreter des Staates muss in die Arbeiten der Jury (im Fall eines Wettbewerbs) oder der Baukommission einbezogen werden.
- Der Gesuchsteller verpflichtet sich, Organisations- und Programmstrukturen einzurichten, welche eine Verwendung der Infrastruktur für kulturelle Zwecke erlaubt, die über die rein örtlichen Bedürfnisse hinausgeht (zum Beispiel Betriebsbudget für Aufführungen von überregionalem Interesse, künstlerische Leitung oder Programmkommission, eigene Truppe usw.).

4. EINRICHTUNG UND BAU EINER WERKSTATT FÜR BÜHNENSCHAFFEN IN VILLARS-SUR-GLÂNE

4.1 Vorstellung des Projekts

Zunächst sei daran erinnert, dass die Gemeinden Freiburg, Villars-sur-Glâne, Givisiez, Granges-Paccot und Corminbœuf im September 2000 einer interkommunalen Vereinbarung im Sinne von Artikel 108 des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden beigetreten sind. Mit dieser Vereinbarung setzen sie sich für die Realisierung von zwei Infrastrukturen für die Freiburger Agglomeration ein:

- Einen Raum für zeitgenössische Kultur, der dem Schaffen, der Produktion und der Aufführung zeitgenössischer Bühnenkunst / Veranstaltungen dient;
- Einen Konzert-/Theatersaal mit rund 800 Plätzen, der den Qualitätsanforderungen betreffend Akustik und Bühneninfrastruktur entspricht.

Im Oktober 2001 hat das Steuerkomitee im interkommunalen Einverständnis einen Architekturwettbewerb lanciert, der am 11. September 2002 mit der Bezeichnung des Preisträgers zu Ende ging. Inzwischen haben sich die betroffenen Gemeinden anlässlich der Expo.02 für den Erwerb des Theaters der Stiftung Mummenschanz auf der Artepilage Biel beworben. Am 10. Dezember 2002 informierte die Stiftung Mummenschanz die interkommunale Entente über ihren Entscheid, das Freiburger Angebot anzunehmen. Zwischen dem 14. Dezember 2002 und dem 9. Januar 2003 konnte der Gemeinderat von Villars-sur-Glâne mit der Stiftung Mummenschanz eine Vereinbarung aushandeln und unterzeichnen, die insbesondere

den Gesamtwiederaufbau des Theaters der Artepilage Biel in Cormanon-Est enthält. Zudem hat das Architekturbüro, das als Preisträger aus dem Wettbewerb hervorging, sich einverstanden erklärt, sein Projekt anzupassen und den Saal der Mummenschanz zu integrieren.

In seiner Sitzung vom 6. Februar 2003 hat der Generalrat der Gemeinde Villars-sur-Glâne die Eröffnung eines Verpflichtungskredits für die Realisierung einer Werkstatt für Bühnenschaffen mit Namen «Espace Nuithonie» im Quartier Cormanon-Est gesprochen.

In seiner Botschaft an den Generalrat hat der Gemeinderat von Villars-sur-Glâne zudem erwähnt, nach welchem Schlüssel die Investitions- und Betriebskosten der Werkstatt für Bühnenschaffen (Espace Nuithonie) nach Abzug der Unterstützungsbeiträge und der Beteiligung Dritter verteilt werden.

Zum Espace Nuithonie werden gehören: der Saal mit 470 Plätzen, so genannter Mummenschanz-Saal (bereits eingerichtet), der auf 150 Plätze verkleinert werden kann, ein zweiter Saal mit rund 120 Plätzen, eine Probephöhne, eine Galerie für Ausstellungen, ein Foyer mit Bar, eine Küche, Toiletten und eine Billettkasse, Verwaltungs- und technische Räume, Logen und ein Kulissenatelier.

4.2 Zulässigkeit des Beitragsgesuchs

Der Staatsrat hat sich zum Beitrag an die in der Freiburger Agglomeration geplanten kulturellen Infrastrukturen geäussert, einmal im Bericht zum Postulat Jean-Bernard Repond über die Realisierung eines Theaters mit kantonaler Ausstrahlung (2. Juli 1996) und dann auch im Bericht zum Postulat Jean-Jacques Collaud / Dominique de Buman über die Beiträge an Bauten für kulturelle Veranstaltungen (8. Januar 2001). Darin begrüsst der Staatsrat im Wesentlichen die Bereitschaft mehrerer Agglomerations-Gemeinden, Grossfreiburg mit angemessenen kulturellen Infrastrukturen auszustatten. Er erklärte sich dazu bereit, dass der Staat und die kantonale Kommission der Loterie romande zwei kulturelle Infrastrukturen für die Freiburger Agglomeration unterstützen (ein Saal für Symphonieorchester und Opern und eine Werkstatt für zeitgenössisches Schaffen); Bedingung ist, dass sie sich gegenseitig ergänzen.

Die Gemeinde Villars-sur-Glâne richtete im Namen der interkommunalen Entente am 20. Juni 2003 ein Beitragsgesuch an den Staatsrat. Nach eingehender Prüfung der Gesuchsunterlagen stellte die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport fest, dass die Gesuchstellerin alle unter Artikel 39 bis 43 ARKAG festgelegten Bedingungen erfüllte (siehe Punkt 1 dieser Botschaft).

Ausserdem sind die vom Staatsrat festgelegten Kriterien erfüllt, nämlich:

- der Beitrag der Vereinbarungsgemeinden ist höher als der Kantonsbeitrag (Schenkung der Loterie romande nicht eingeschlossen);
- die Ausrüstungsprojekte des Komplexes wurden vorgängig dem Amt für Kultur zur Begutachtung vorgelegt;
- ein Vertreter des Staates wurde in die Wettbewerbsjury einbezogen;
- die Gesuchstellerin war darum bemüht, die Organisations- und Programmierungsstrukturen für eine Nutzung über die rein örtlichen Bedürfnisse hinaus einzurichten. Das voraussichtliche Betriebsbudget sollte um die 1 300 000 Franken betragen.

- die vom Beitragsgesuch betroffenen Bauten werden ausschliesslich für kulturelle Zwecke verwendet und die Bauherrschaft wird von mehreren Freiburger Agglomerations-Gemeinden finanziell unterstützt;
- die Gesuchstellerin ist in der Lage, die ihr obliegenden Bau- und Einrichtungskosten sowie die Betriebskosten zu tragen.

4.3 Berechnung des voraussichtlichen Beitrags

Gemäss Artikel 40 ARKAG muss der Beitrag 25 % der beitragsberechtigten Ausgaben betragen. Aufgrund der obigen Ausführungen wird der voraussichtliche Beitrag an die Einrichtung und den Bau einer Werkstatt für Bühnenschafter in Villars-sur-Glâne wie folgt festgelegt:

	Fr.	Fr.
Einrichtungs- und Baukosten		12 597 500
Abzüglich (nicht beitragsberechtigte Kosten):		
• Umgebungsarbeiten	627 482	
• Bewilligungen, Gebühren und weitere Nebenkosten	237 900	
• Baukreditzinsen	<u>180 000</u>	<u>1 081 382</u>
Beitragsberechtigter Betrag nach ARKAG		11 516 118
Beitrag von 25 % KAG		2 879 030
Lineare Kürzung um 10 %		<u>287 903</u>
Provisorischer Beitrag		2'591 127
	gerundet auf	2 590 000

In seinem Bericht vom 8. Januar 2001 an den Grossen Rat betreffend die Beiträge an Bauten für kulturelle Veranstaltungen hat der Staatsrat beschlossen, dass die Beiträge zu diesem Zweck hälftig zwischen Staat und kantonalem Fond der Loterie romande aufgeteilt werden. Die gesetzliche Bestimmung bezüglich dieses Beitrags hat nur Potestativcharakter und bildet somit keine gesetzliche Verpflichtung. Damit beträgt der Beitragsanteil zulasten des Staates 1 295 000 Franken, die Hälfte des voraussichtlichen Gesamtbeitrags.

Schliesslich sei daran erinnert, dass gemäss Artikel 41 Abs. 1 Bst. c ARKAG jeglicher Kantonsbeitrag an Unterhalts- und Betriebskosten der kulturellen Infrastruktur ausgeschlossen ist.

5. BAU EINES AUFFÜHRUNGSSAALS DER GLÂNE IN ROMONT

Der Orientierungsschulverband des Glânebezirks hat am 4. September 2000 bei der EKSD ein Beitragsgesuch für den Bau einer kulturellen Infrastruktur von regionaler Ausstrahlung eingereicht. Aus den Unterlagen, die der Verband einreichte, geht hervor, dass er vollumfänglich für die zusätzlichen Folgekosten der Einrichtung eines Aufführungssaals von regionaler Ausstrahlung anstelle einer Aula für die Orientierungsschule aufkommen wird.

5.1 Zulässigkeit des Beitragsgesuchs

Nach eingehender Prüfung der Gesuchsunterlagen hat die EKSD festgestellt, dass der Gesuchsteller alle Bedingungen gemäss Artikel 39 bis 43 ARKAG erfüllt (siehe Punkt 1 dieser Botschaft).

Ausserdem sind die vom Staatsrat festgelegten Kriterien erfüllt, nämlich:

- die zusätzliche Nettoinvestition zulasten des Verbands anschliessend an den Bau eines Aufführungssaals ist

höher als der voraussichtliche Kantonsbeitrag (Schenkung der Loterie romande nicht inbegriffen);

- der Aufführungssaal der Glâne wird über 470 abgestuft angeordnete Fixplätze sowie eine Bühne verfügen, die ein Kammerorchester oder eine professionelle Theatertruppe aufnehmen kann;
- die Ausrüstungsprojekte wurden von einem Experten gutgeheissen, den das Amt für Kultur bezeichnet hat;
- der stellvertretende Vorsteher des Amts für Ressourcen wurde in die Arbeit der Jury einbezogen und ist Mitglied der Baukommission;
- der Gesuchsteller ist darum bemüht, eine Kommission zu schaffen, die das saisonale Kulturprogramm erstellt, das jedes Jahr mehrere Aufführungen oder Konzerte umfasst, die über das örtliche Interesse hinausgehen.
- das Gebäude, das Gegenstand des Beitragsgesuchs ist, wird im Wesentlichen zu kulturellen Zwecken benutzt und die Bauherrschaft wird von den Mitgliedgemeinden des Verbands finanziell unterstützt;
- der Gesuchsteller ist in der Lage, seinen Anteil an den Bau- und Einrichtungskosten sowie die Betriebskosten zu tragen.

5.2 Berechnung des voraussichtlichen Beitrags

Gemäss Artikel 40 ARKAG muss der Beitrag 25 % der beitragsberechtigten Ausgaben entsprechen. Nicht beitragsberechtigt sind die Elemente des Gebäudes und des Mobiliars, die nicht ausschliesslich zu kulturellen Zwecken verwendet werden, sowie der Grundstückkauf, die Parkplätze, die Umgebungsarbeiten, die Gebühren und die Bauzinsen.

Weil der Aufführungssaal der Glâne auch als Aula der Orientierungsschule des Bezirks dient, muss der gemäss Gesetzgebung über die Beitragsleistung an Schulbauten beitragsberechtigter Betrag abgezogen werden.

Anhand der obigen Ausführungen wird der voraussichtliche Beitrag für den Aufführungssaal der Glâne in Romont wie folgt festgelegt:

	Fr.	Fr.
Baukosten Aufführungssaal gemäss Voranschlag		8 182 000
Abzüglich:		
• Rückstellungen	65 100	
• Nebenkosten	100 000	
• Umgebungsarbeiten	157 000	
• Finanzierung	440 000	
• Kleinmaterial	<u>120 000</u>	<u>882 100</u>
		7 299 900
beitragsberechtigte Kosten gemäss Gesetzgebung über die Schulbauten		3 040 000
Korrektur des Zürcher Baukostenindex (Index April 2003: 174,6)		<u>186 650</u>
beitragsberechtigte Kosten gemäss KAG		4 073 250
Beitrag von 25 % KAG		1 018 313
lineare Kürzung um 10 %		<u>101 831</u>
provisorischer Beitrag		916 482
	gerundet auf	916 000

In seinem Bericht vom 8. Januar 2001 an den Grossen Rat über die Beiträge an Bauten für kulturelle Veranstaltungen hat der Staatsrat beschlossen, dass die Beiträge zu diesem Zweck hälftig zwischen Staat und kantonalem

Fonds der Loterie romande aufgeteilt werden. Die gesetzliche Bestimmung bezüglich dieses Beitrags hat nur Potestativcharakter und bildet somit keine gesetzliche Verpflichtung. Damit beträgt der Beitragsanteil zulasten des Staates 458 000 Franken, die Hälfte des voraussichtlichen Gesamtbeitrags.

Schliesslich sei daran erinnert, dass gemäss Artikel 41 Abs. 1 Bst. c ARKAG jeglicher Kantonsbeitrag an Unterhalts- und Betriebskosten der kulturellen Infrastruktur ausgeschlossen ist.

6. FINANZIERUNG

Der voraussichtliche Betrag zulasten des Staates, der die folgenden Beiträge umfasst:

	Fr.
• für die Werkstatt für Bühnenschaffen in Villars-sur-Glâne	1 295 000
• für den Aufführungssaal der Glane in Romont:	<u>458 000</u>
insgesamt	1 753 000

wird mit dem ordentlichen Budget des Staates (3265/562.002 Kantonsbeiträge für den Bau von Gebäuden für kulturelle Zwecke) finanziert. Die Beiträge werden nach den finanziellen Möglichkeiten des Kantons

sowie nach Vorankommen der Arbeiten ausbezahlt. Im Voranschlag 2004 wurde ein Globalbetrag von 1 500 000 Franken eingetragen. Zudem sei daran erinnert, dass im Finanzplan 4,35 Millionen Franken für Bauprojekte von Kulturgebäuden vorgesehen wurden. Auf Ersuchen der Begünstigten können Vorauszahlungen geleistet werden. Der Restbetrag wird nach Vorliegen der Schlussabrechnungen ausbezahlt.

7. SCHLUSSBEMERKUNG

Weil die beiden Beitragsgesuche im Sinne der Artikel 6 Abs. 2 KAG und 39 bis 43 ARKAG, einerseits das Gesuch der Gemeinde Villars-sur-Glâne zur Einrichtung und Bau einer Werkstatt für Bühnenschaffen und andererseits das Gesuch des Orientierungsschulverbands des Glanebezirks für den Bau eines Aufführungssaals in Romont die einschlägigen reglementarischen Bedingungen und die diesbezüglichen Kriterien erfüllen, lädt der Staatsrat den Grossen Rat ein, diesen Dekretsentwurf anzunehmen.

Décret

du

relatif au subventionnement d'un centre de création scénique, à Villars-sur-Glâne, et de la salle de spectacle de la Glâne, à Romont

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles;
Vu le message du Conseil d'Etat du 21 octobre 2003;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Un crédit d'engagement de 1 753 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue de subventionner, d'une part, l'aménagement et la construction d'un centre de création scénique, à Villars-sur-Glâne (1 295 000 francs), et, d'autre part, la construction de la salle de spectacle de la Glâne, à Romont (458 000 francs).

Art. 2

Les crédits de paiements correspondant à la subvention cantonale seront inscrits aux budgets financiers annuels et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 3

¹ Ce décret n'a pas de portée générale.

² Il n'est pas soumis au référendum financier.

Dekret

vom

über einen Beitrag an die Werkstatt für Bühnenkunst in Villars-sur-Glâne und den Aufführungssaal der Glâne in Romont

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten;
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 21. Oktober 2003;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Für die Einrichtung und den Bau eines Zentrums für Bühnenschaffen in Villars-sur-Glâne (1 295 000 Fr.) einerseits und den Bau eines Aufführungssaals der Glâne in Romont (458 000 Fr.) andererseits wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 1 753 000 Franken eröffnet.

Art. 2

Die dem Kantonsbeitrag entsprechenden Zahlungskredite werden in die jährlichen Finanzvoranschläge aufgenommen und gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 3

¹ Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich.

² Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.